

# Les États-Unis dénoncent le non respect des droits de l'homme par le régime de Transition

L'Express – 11/04/11

Le régime de la transition dans la Grande Ile est pointé du doigt pour ses exactions. Le Département d'État américain a publié sur son site web le rapport annuel pour 2010 du respect des droits de l'Homme, le 2010 Human Right report.

Le document, uniquement en anglais et assez volumineux, présente le cas de Madagascar pour l'année écoulée sous un angle peu élogieux, n'hésitant pas à dénigrer ouvertement le régime de transition, « un régime non élu et illégal qui a pris le pouvoir à la suite d'un coup d'état, aidé par les militaires », et emmené par Andry Rajoelina « qui a pris le titre de président de la Haute autorité de la transition avec une coalition de politiciens de l'opposition, et qui a décidé de le rester jusqu'aux élections », d'après un passage de l'article.

Le rapport du département d'État américain mentionne également le référendum du 17 novembre de l'année passée. Ce jour là, « le régime de fait de transition organise un référendum constitutionnel unilatéral et non reconnu par la Communauté internationale », fait mention le rapport. Ainsi, le rapport répertorie pas moins d'une dizaine d'infractions majeures lors de l'année 2010 : « Abus de forces non justifiés, exécutions sommaires, de mauvaises conditions de détention, parfois même causant la mort du détenu, arrestation et détention arbitraires, des mandats de dépôts prolongés, la censure, intimidation, violence et arrestation envers les journalistes, la restriction de la liberté de parole, de la liberté de la presse et de la liberté de se rassembler, la restriction des citoyens de choisir leur gouvernement, l'impunité et la corruption, la discrimination sociale et la violence envers les femmes, le trafic de femmes et d'enfants, le travail des enfants ».

Dans les détails, le rapport pour 2010 entre dans les évolutions majeures de la situation socio-politique malgache de l'année écoulée. Sur le chapitre du respect de l'intégrité de la personne par exemple, il est mentionné, à titre d'exemple, « l'existence de rapports sérieux rapportant que le gouvernement ou ses agents ont commis des exécutions sommaires et injustifiées, depuis le gouvernement de Ravalomanana en 2009, jusqu'à celui de Rajoelina durant l'année » et que « les agents de Police et de la gendarmerie continuent d'exercer mortellement la force lors des poursuites ou des arrestations. » Le Département d'État de Washington, emmenée par Hillary Clinton, mentionne « l'affaire du FIGN du 20 mai », pour attester leurs affirmations, « une confrontation armée amenant la mort d'un leader religieux, celle d'un élément de la Force d'intervention spéciale (FIS), ainsi qu'une douzaine de blessés ».

Le Harry S Truman Building de Washington rapporte également le cas de Fetison Rakoto Andrianirina, leader de l'opposition des mouvances des trois anciens Présidents et ses codétenus de prisons, tel le Pasteur Tsarahame, qui ont été « arrêtés pour avoir tenu des manifestations non autorisées. Ils ont été mutés de prison en prison non identifiées. Leurs avocats, ainsi que leurs familles n'ont pas été autorisés à leur rendre visite durant un certain temps ».

Le Human Right Report rapporte également l'affaire de la BANI de l'année dernière, impliquant des officiers « blessés ». Il en est de même des arrestations arbitraires, le rapport prenant exemple sur des cas rapportés par les médias comme l'arrestation de deux ressortissants étrangers : « Charles et Katie Hilaire ont été arrêtés pour possession de dépliants du HMF dans leur voiture », lors d'une manifestation. La liste est longue. Une centaine de prisonniers politiques Le rapport du Département d'État américain rapporte qu'aucun chiffre exact sur le nombre de prisonniers politiques ne peut être avancé, mais qu'« une source auprès du ministère de la Justice en juillet 2010 mentionne que le régime de fait de la transition a placé 102 prisonniers politiques depuis 2009. » Et de continuer qu'« à l'évidence, certains d'entre eux n'ont même pas commis de peine civile ni criminelle. » Le document rapporte également les affirmations de l'opposition sur le cas des prisonniers politiques.

Source : <http://www.lexpressmada.com/droits-de-l-homme-madagascar/22523-les-etats-unis-accablent-la-transition.html>